

Frondes contre le bistrot social de Lausanne

Vaud Remous communaux et cantonaux autour d'un futur lieu d'accueil pour toxicomanes

Les députés vaudois ont accepté mardi une résolution demandant au Conseil d'Etat de «tenir compte du refus catégorique d'autoriser l'exploitation d'un café social et d'un local d'injection [de drogue] à Lausanne, exprimé par le vote du souverain de la commune de Lausanne au travers d'un référendum». Après ce refus de 2008, la municipalité a revu plusieurs fois sa copie de «bistrot social» – censé accueillir des toxicomanes – et a présenté un nouveau projet en mai dernier. Il y a deux semaines, elle a annoncé que la gestion du projet serait confiée à trois institutions cantonales.

Proposée par l'UDC, la résolution

a été adoptée par 67 députés contre 39, et 27 abstentions – principalement socialistes. Elle paraît simple, mais l'interprétation qui en est faite diverge diamétralement d'un bout à l'autre de l'hémicycle. Pour Pierre-Yves Rapaz, chef du groupe UDC, ce vote signifie que les députés refusent l'ouverture d'un bistrot social à Lausanne. Selon lui, la municipalité et le Conseil d'Etat «bafouent» la décision populaire en «revenant par la bande» avec un projet.

«Notre intention est de tenir compte du vote des Lausannois», rétorque Pierre-Yves Maillard, conseiller d'Etat socialiste responsable de la Santé. Selon lui, le «non» que les

Lausannois ont glissé dans l'urne en 2008 visait avant tout le local d'injection, et non le bistrot social. «Parmi les opposants au local d'injection, on trouve beaucoup de personnes qui s'expriment de manière beaucoup moins claire à propos du bistrot social», ajoute Jean-Yves Pidoux, député vert et municipal lausannois.

«Une gestion erratique»

Même affrontement le soir même au Conseil communal (parlement) lausannois. La droite a également réclamé des explications sur ce dossier: «Les discussions avec la Fondation des Oliviers et les autorités cantonales ne datent certainement pas

d'hier. Pourquoi un nouveau projet a-t-il été rendu public en mai dernier?» s'interroge le libéral-radical Mathieu Blanc. «N'a-t-on pas agi dans la précipitation?» Autre point à éclaircir pour la droite: l'avenir du bâtiment acquis par la Ville pour plusieurs millions afin d'y placer le bistrot. Le PDC parle, lui, d'une «gestion erratique dans ce dossier d'une grande importance».

Renvoyant ses explications à une prochaine séance, Jean-Christophe Bourquin, municipal responsable de la Sécurité sociale, se dit quant à lui «fasciné par l'acharnement» de la droite dans ce dossier.

Mathieu Signorelli